

## La conjoncture économique au Canada en 1954

Roland Parenteau

Volume 31, numéro 1, avril-juin 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parenteau, R. (1955). La conjoncture économique au Canada en 1954. *L'Actualité économique*, 31(1), 128-136. <https://doi.org/10.7202/1002577ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal,

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Commentaires

**La conjoncture économique au Canada en 1954** La plupart des statistiques économiques de l'année 1954 — sinon définitives du moins préliminaires — sont maintenant publiées, de sorte que nous pouvons prendre une vue d'ensemble de la période et voir comment elle s'insère dans le contexte des dernières années. Il est depuis longtemps notoire que l'année dernière fut caractérisée par un ralentissement sensible de l'activité économique, une brisure dans le formidable rythme d'expansion qu'a connu le Canada depuis la fin de la guerre. On a même cru un moment déceler les prodromes d'une crise économique majeure. Les mois ont cependant passé sans que cette crainte se matérialise: c'est qu'au fond, si certains facteurs économiques se sont révélés défavorables, d'autres en revanche ont agi dans un sens expansionniste de façon à atténuer considérablement les effets nocifs des premiers.

Ce n'est donc que grâce à l'examen de plusieurs indices variés que nous pouvons nous faire une idée passablement exacte de ce qui s'est passé. C'est ce que nous avons tenté de faire dans notre tableau, où sont inclus, dans une première partie, les principaux éléments entrant dans la composition des comptes nationaux et dans une deuxième, certains autres indices considérés comme les plus significatifs. La dernière colonne indique les variations en pourcentage entre 1953 et 1954 (voir tableau p. 130).

Ce qui frappe au premier abord, c'est une baisse du revenu national net de 2 p.c. — la première en fait depuis l'année 1932,

si l'on excepte le léger déclin de 1946. Ce recul, malgré sa faible ampleur, prend toute sa signification si l'on considère qu'entre 1953 et 1954 la population canadienne s'est accrue de 2.8 p.c.

Au surplus, même si les modifications dans les prix furent relativement faibles entre les deux années considérées, il n'en reste pas moins qu'elles masquent une chute *réelle* du produit national encore plus forte que ne le laisseraient croire les données en valeur nominale (qui n'ont baissé que de 1.7 p.c.). Ramené en dollars constants (de 1949), le produit national est passé en effet de l'indice 124.8 à l'indice 120.6 (- 3.4 p.c.), ce qui annule presque entièrement le gain réalisé de 1952 à 1953.

Le secteur incontestablement le plus déprimé fut celui de l'agriculture, où une forte chute de la production du blé, à cause de la sécheresse et de la maladie, a entraîné le revenu national à 1.3 milliards, de 1.9 milliards qu'il était en 1953. Le seul autre recul important se produisit dans l'industrie manufacturière, où une baisse de 232 millions de dollars affecta surtout la production des biens durables (- 8 p.c.). En revanche, la production dans les services et l'industrie extractive fit des gains appréciables, qui compensèrent partiellement les chutes des secteurs sus-mentionnés, de sorte que la régression du revenu national fut limitée à 2 p.c. à peine.

Il convient ici d'ajouter que les chiffres annuels rendent assez peu compte du rythme des variations et atténuent passablement les modifications parfois assez radicales qui peuvent se produire à l'intérieur d'une même année. Voilà pourquoi l'utilisation des données trimestrielles — rectifiées sur une base annuelle de façon à tenir compte des variations saisonnières — nous révèle à la fois toute l'ampleur de la baisse de la production nationale et aussi le fait que les facteurs de reprise jouaient à plein dans la dernière partie de l'année. Le tableau qui suit illustre fort bien le phénomène:

#### Produit national brut au prix du marché

	1953	1954
	(millions de dollars)	
1 <sup>er</sup> trimestre . . . . .	24,220	23,872
2 <sup>e</sup> " . . . . .	24,396	23,960
3 <sup>e</sup> " . . . . .	24,632	23,948
4 <sup>e</sup> " . . . . .	24,548	24,384
Année . . . . .	24,449	24,041

## La conjoncture économique du Canada en 1954

	Unité	Période	1953	1954	Variation en p.c.
<b>Comptes nationaux</b>					
1° Revenu national net . . . . .	millions de \$	12 mois	19,156	18,774	- 2.0
2° Revenus de la main-d'œuvre . . . . .	"	"	11,706	11,989	+ 2.4
3° Revenus de placement <sup>1</sup> . . . . .	"	"	3,800	3,715	- 2.2
4° Revenus des agriculteurs . . . . .	"	"	1,653	1,058	-36.0
5° Revenus des entreprises non incorporées . . . . .	"	"	1,688	1,645	- 2.5
6° Dépense nationale brute . . . . .	"	"	24,449	24,041	- 1.7
7° Dépense des particuliers . . . . .	"	"	15,125	15,676	+ 3.6
8° Dépense des gouvernements . . . . .	"	"	4,359	4,361	..
9° Investissements bruts <sup>2</sup> . . . . .	"	"	4,840	4,553	- 5.9
<b>Autres indices économiques</b>					
<i>Production et commerce</i>					
10° Production industrielle . . . . .	1935-39 = 100	moy. mens.	248.4	244.6	- 1.5
11° Trafic-marchandise <sup>3</sup> . . . . .	millions de t.	12 mois	120.1	112.3	- 6.5
12° Commerce de détail . . . . .	millions de \$	12 mois	12,126	11,959	- 1.4
13° Construction d'habitations <sup>4</sup> . . . . .	milliers	12 mois	100.7	106.3	+ 5.6
14° Exportations . . . . .	millions de \$	12 mois	4,116	3,876	- 5.8
15° Importations . . . . .	millions de \$	12 mois	4,380	4,092	- 6.6
<i>Travail et prix</i>					
16° Emploi . . . . .	milliers	moy. mens.	5,246	5,194	- 1.0
17° Chômage . . . . .	milliers	max. ann.	189.0	321.0	+69.8
18° Salaires hebdomadaires . . . . .	dollars	moy. mens.	57.30	58.88	+ 2.8
19° Prix de gros . . . . .	1935-39 = 100	moy. mens.	220.7	217.0	- 1.7
20° Prix de détail . . . . .	1949 = 100	moy. mens.	115.5	116.2	+ 0.6
<i>Finance</i>					
21° Prêts bancaires . . . . .	millions de \$	décembre	2,941	3,171	+ 7.8
22° Crédit à la consommation <sup>5</sup> . . . . .	millions de \$	décembre	1,860	1,963	+ 5.5
23° Chèques encaissés dans les centres de compensation . . . . .	millions de \$	12 mois	137.4	148.1	+ 7.8
24° Épargne <sup>6</sup> . . . . .	millions de \$	12 mois	1,550	1,216	-21.5
25° Cours des actions ordinaires . . . . .	1935-39 = 100	moy. mens.	160.3	181.2	+13.0
Population . . . . .	milliers	juin	14,781	15,195	+ 2.8

Sources: National Accounts. Income & Expenditure, 1951-1954; Revue Statistique du Canada, mai 1955.

1. Comprend les bénéfices des compagnies, les intérêts, loyers, et les revenus de placement du gouvernement.

2. Comprend les dépenses de construction domiciliaire et non-domiciliaire, les investissements en machinerie et outillage. Si l'on tenait compte des changements dans les stocks entre 1953 et 1954, la différence des investissements entre les deux années serait encore plus forte: — 20.7 p.c.

3. Des chemins de fer canadiens.

4. Constructions terminées.

5. Il s'agit du crédit à la consommation en souffrance en fin de période. Comprend le crédit en compte courant, le crédit à tempérament et les prêts personnels en argent des institutions de crédit.

6. Non compris les changements dans les stocks de produits agricoles.

On a constaté un fléchissement de la production dès le 4<sup>e</sup> trimestre de 1953, mais par ailleurs une vigoureuse reprise s'est manifestée moins d'un an plus tard, de sorte que le décalage entre l'année civile et le cycle économique a contribué d'une part à réduire les résultats globaux de l'année 1953 et à atténuer le recul que l'on peut constater dans ceux de 1954. Ce qui explique qu'entre les 24,632 millions du 3<sup>e</sup> trimestre de 1953 et les 23,948 millions du trimestre correspondant de 1954, la baisse atteignait 2.8 p.c. Dès septembre 1954, les indices mensuels de production industrielle, renversant la tendance des mois précédents, se montraient de nouveau supérieurs à ceux des mois correspondants de 1953.

Le mouvement s'est d'ailleurs poursuivi cette année, comme le démontrent les données préliminaires du premier trimestre de 1955. Au cours de cette période, le produit national a atteint le niveau sans précédent (à taux annuels) de 25,040 millions de dollars<sup>1</sup>. Les indices mensuels suivants permettent de suivre de plus près le rythme de l'activité économique:

#### Indices de production industrielle<sup>2</sup>

(1935-39 = 100)

	1953	1954	1955
janvier.....	..	229.1	238.1
février.....	..	239.4	247.8
mars.....	..	236.8	258.6
juillet.....	247.1	238.5	..
août.....	248.6	246.7	..
septembre.....	257.1	253.7	..
octobre.....	254.5	256.0	..
novembre.....	250.6	254.4	..
décembre.....	235.5	240.6	..

\* \* \*

L'une des conséquences les plus apparentes du ralentissement de la production a été la montée du chômage, qui a atteint au cours de l'hiver dernier un point culminant, après avoir enregistré tout au long de 1954, des chiffres constamment et considérablement

1. *National Accounts Income & Expenditure*, First Quarter 1955.

2. *Revue Statistique du Canada*, mai 1955, tableau 6.

supérieurs à ceux des mois correspondants de 1953. Rien d'étonnant à cela, puisque la moyenne de l'emploi a diminué de 1 p.c. entre les deux années, ce qui revient à dire que non seulement l'économie n'a pas réussi à absorber la main-d'œuvre nouvelle, mais qu'elle n'est même pas arrivée à maintenir au travail tous ceux qui l'étaient auparavant.

Le plus étonnant c'est que cette baisse de l'emploi est allée de pair avec une augmentation sensible (+2.4 p.c.) des revenus de la main-d'œuvre, due à la prolongation du mouvement de hausse des taux de rémunération, laquelle s'était amorcée au cours des années d'inflation. La moyenne mensuelle des gains hebdomadaires s'est accrue en effet de 2.8 p.c. si l'on compare les deux années dans leur ensemble (voir tableau, no 18), mais de 2.5 p.c. seulement au cours des 12 mois de l'année, par comparaison avec 3.6 p.c. au cours des 12 mois correspondants de 1953: on semble donc nettement approcher d'un palier. Ces gains dans les revenus de la main-d'œuvre ont partiellement annulé la baisse des revenus de placement (-2.2 p.c.), celle des revenus des entreprises non organisées en sociétés (-2.5 p.c.) et l'impressionnante chute des revenus des agriculteurs (-36 p.c.).

Le recul marqué des revenus des agriculteurs (595 millions de dollars), constitue la troisième étape et la plus grave jusqu'à maintenant d'une dégringolade qui se poursuit annuellement depuis 1951, alors que les revenus agricoles atteignaient le niveau exceptionnel de 2,072 millions de dollars. On n'avait pas en fait atteint un niveau aussi bas depuis 1945, et encore, cette année-là, un revenu nominal de 1 milliard représentait-il un revenu réel très supérieur au milliard de 1954. On trouvera dans un autre commentaire (p. 153) de plus amples détails sur l'état de la conjoncture dans ce secteur. On y verra aussi que, malgré l'importance du phénomène de baisse, l'incidence sur le revenu global en est assez faible, parce que ce secteur représente moins de 10 p.c. de l'activité de la nation.

On aura constaté par notre tableau que, malgré la réduction des revenus globaux de la population, la demande de biens a été assez soutenue, et que la baisse de 1.7 p.c. dans la dépense nationale brute est entièrement attribuable à de moindres dépenses d'investissement, puisque les dépenses des particuliers se sont

accrues de 551 millions de dollars (+3.6 p.c.). On arrive donc à la constatation assez paradoxale que la baisse des revenus provenant de la production courante n'a pas empêché une augmentation de la demande de biens de la part des consommateurs, laquelle n'a pu en fait se réaliser que par une réduction radicale dans les sommes consacrées à l'épargne (-21.5 p.c.) et grâce à un volume croissant de transferts gouvernementaux (+10 p.c.), notamment sous forme de prestations d'assurance-chômage. Il faut dire aussi que, malgré la réduction des profits des entreprises de toutes catégories, les dividendes distribués aux nationaux se sont accrues, de même que les revenus de capital sous forme d'intérêts ou de loyers. Les revenus personnels provenant de ces trois sources sont passés de 1,669 à 1,825 millions (+9.3 p.c.) entre 1953 et 1954.

\* \* \*

Les entreprises n'ont pas été lentes à réagir au climat général de pessimisme qui a caractérisé l'année 1954. Anticipant soit des ventes réduites de leurs produits ou des baisses de prix dans leurs achats, elles firent porter sur deux points leur action : réduction des investissements et liquidation des stocks. Les commandes moins fortes des entreprises données à l'industrie de la construction furent heureusement compensées par une plus grande activité dans le secteur domiciliaire. Mais c'est surtout du côté de l'outillage que la baisse s'est fait sentir : les dépenses y passèrent de 2,073 à 1,711 millions (-12.6 p.c.).

Quant aux stocks de toutes sortes (qui font aussi partie de l'investissement brut), on est passé d'une phase d'accumulation en 1953 (549 millions) à une phase de liquidation en 1954 (-280 millions). Cela signifie en définitive une baisse globale de la demande de 829 millions de dollars. Ici encore, les mouvements trimestriels nous sont d'un grand secours parce qu'ils permettent de situer avec plus d'exactitude le phénomène et en même temps nous redonnent l'espoir en faisant constater que le mouvement de liquidation s'est limité aux trois premiers trimestres de 1954, et que par ailleurs le premier trimestre de 1955 marque une reprise de l'accumulation des stocks, probablement parce que, les appréhensions de certains ne se trouvant pas fondées, la confiance est revenue,

## L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

de même que les commandes nouvelles. Car les chefs d'entreprise ont tendance à maintenir fixe la relation entre leurs ventes et le niveau des stocks.

Les indices mensuels suivants révèlent le mouvement trimestriel des stocks dans l'industrie manufacturière sur la base: décembre 1952 = 100:

1954		septembre.....	101.1
janvier.....	106.1	octobre.....	100.7
février.....	105.9	novembre.....	101.0
mars.....	104.7	décembre.....	101.6
avril.....	102.5		
mai.....	102.8	1955	
juin.....	103.1	janvier.....	101.1
juillet.....	102.1	février.....	101.7
août.....	101.5	mars.....	102.5

Il ne faut pas sous-estimer la puissance des variations des stocks dans la demande des produits au Canada. Comme les stocks dans leur ensemble atteignent une valeur de 4 milliards de dollars, une variation de 1 p.c. seulement se traduit par un changement de 40 millions, ce qui est loin d'être négligeable quand ce mouvement coïncide avec d'autres facteurs stagnationnistes. On peut dire en somme que la liquidation des stocks est à la fois une conséquence du ralentissement économique, et aussi la cause d'un ralentissement ultérieur. Ce peut être, les circonstances aidant, le début d'une série de réactions en chaîne, prélude à une crise économique majeure.

\* \* \*

En résumé, on a pu dire que l'année 1954 avait été une année de rajustement. Le terme implique que les difficultés que l'on a connues alors n'étaient que temporaires et que la prospérité du Canada allait reprendre de plus belle. Les premiers mois de 1955, s'ils nous font écarter pour le moment la menace d'une aggravation de la situation, ne nous permettent guère en revanche plus qu'un optimisme modéré, en dépit des prédictions invariablement avantageuses du ministre du Commerce, M. Howe.

Le revenu national du premier trimestre, selon l'estimé officiel, semble avoir atteint un taux annuel sans précédent (25.0 milliards de dollars à comparer avec 24.0 milliards pour 1954 et 24.4 pour



COMMENTAIRES

1953). Mais il est fondé sur des prévisions optimistes de récoltes et il est sûrement trop tôt pour pouvoir juger de l'exactitude de ces anticipations. De plus, ce gain éventuel, si on le compare non plus aux chiffres de 1954 mais à ceux de 1953 (année prospère), ne réussirait pas à suivre la progression de la population du Canada :

	1953	1954	1955 (1 <sup>er</sup> trim.)	1955/1953
	en millions			
Produit national.....	24,449	24,041	25,040	+2.4 p.c.
Population (juin).....	14.8	15.2	15.6 <sup>1</sup>	+5.4 p.c.

Il faut en conclure qu'à moins d'un revirement assez radical au cours de 1955, notre économie est en train de subir une nette perte de vitesse. Plusieurs signes nous permettent d'ailleurs de confirmer cette hypothèse. La comparaison de quelques indicateurs économiques choisis des premiers mois de 1955 avec ceux des mois correspondants de 1953 — que l'on pourrait qualifier d'année normale — est assez révélatrice à cet égard et fait craindre la stagnation de notre économie. La comparaison d'ailleurs n'est pleinement valable que si l'on tient compte de l'évolution de la population et de celle des prix :

**Indicateurs économiques choisis**

(Premiers mois de chaque année)

	1953	1954	1955
Indices de production industrielle (3 mois).....	240.3	235.1	245.5
Indices des ventes de gros (4 mois).....	332.3	330.3	341.0
Ventes au détail — millions de \$ (4 mois).....	3,601	3,560	3,637
Nombre de faillites (3 mois).....	382	680	661
Bénéfices des cie — millions de \$ (3 mois).....	324	279	305
Nombre de chômeurs (mars).....	174,000	321,000	401,000
Construction d'habitations (4 mois).....	21,832	20,414	21,933
Expéditions de réfrigérateurs (3 mois).....	71,200	60,800	63,500
Ventes d'automobiles — milliers (4 mois).....	146.3	120.5	119.6

Variations entre 1953 et 1955

— de la population (mars)	+5.4 p.c.
— des prix de gros (avril)	+0.5 p.c.
— des prix de détail (avril)	+1.3 p.c.

1. Nous supposons un accroissement de 100,000 habitants pour le 2<sup>e</sup> trimestre, s'ajoutant à une population estimée à 15,482,000 millions en mars 1955.

Voilà de quoi refroidir sans doute l'enthousiasme de ceux qui, tablant sur des ressources naturelles encore largement inexploitées et sur une organisation économique des plus modernes, croient que l'économie canadienne est vouée à des progrès incessants.

Les quelques gains révélés par le tableau entre 1953 et 1955 sont loin de suivre un cours parallèle à celui des progrès de la population. Il ne faudrait cependant pas s'abandonner au pessimisme, car les motifs d'espoirs ne manquent pas. Mentionnons en particulier l'extraordinaire résistance à la baisse manifestée par la demande des consommateurs, soutenue d'ailleurs par la hausse lente mais constante des taux de salaires de la main-d'œuvre.

Disons aussi que le facteur décisif, celui qui fera que l'année en cours sera bonne ou mauvaise, ce sont les récoltes de cet été. Si le secteur agricole, de déprimé qu'il était, redevient prospère, toute une partie de l'activité économique, dont la vie dépendait de lui, sera remise en branle et procurera, en même temps que de nouveaux emplois, du pouvoir d'achat supplémentaire. Il faut mentionner aussi l'action du gouvernement fédéral qui, par sa politique budgétaire et monétaire, peut fournir un puissant soutien à l'économie. Il ne faudrait pas cependant attendre de ce côté beaucoup plus que ce qu'il fait actuellement.

Mentionnons enfin un dernier facteur de prospérité qui, semble-t-il, n'a pas fini de nous causer des soucis: les exportations du Canada. Avec une économie dépendant à ce point de décisions étrangères, dictées souvent plus par des considérations nationalistes qu'économiques, la clé de la prospérité canadienne ne nous appartient pas: elle repose en fait sous le paillason des Américains.

Roland PARENTEAU

**L'industrie manufacturière dans la zone métropolitaine de Montréal** Au moment où s'amorcent avec un certain sérieux les discussions et enquêtes autour de la question de la canalisation du Saint-Laurent, il peut être intéressant, pour souligner l'importance des intérêts en cause, de noter rapidement le degré élevé de concentration de l'industrie manufacturière québécoise dans la zone métropolitaine de Montréal et les raisons qui expliquent cette concentration. Les données portant sur la répartition géographique de la valeur brute de la